



**Commission de l'autonomie de la
personne et de la silver économie**

1324 - Rénovation et accroissement du parc privé

**Proposition d'attribution d'aides départementales
à l'adaptation du logement de personnes
handicapées et/ou âgées en perte d'autonomie**

Rapport n° CP/2016/477

Service gestionnaire :

L540 - Service Amélioration de l'habitat privé et lutte contre la précarité énergétique

Résumé :

Le présent rapport propose à la Commission Permanente de décider d'attribuer des aides financières à des particuliers pour des travaux d'adaptation au handicap et/ou à la perte d'autonomie de leur habitation, dans le cadre du dispositif départemental d'aide à l'adaptation du logement en faveur des personnes handicapées et/ou âgées actualisé par délibération du Conseil Départemental lors de sa réunion du 20 juin 2016.

Lors de la réunion du 20 juin 2016, le Conseil Départemental a décidé de subventionner les particuliers (propriétaires ou locataires du parc locatif privé) qui réalisent des travaux de maintien dans leur logement grâce à l'adaptation de leur habitation. Un dispositif a également été mis en place avec les bailleurs HLM pour les logements locatifs publics.

Les conditions d'intervention du Département du Bas-Rhin au titre du dispositif de maintien dans le logement des particuliers sont les suivantes :

- Les travaux à réaliser doivent avoir pour objet de conditionner ou faciliter le maintien à domicile de la personne concernée.

Les travaux susceptibles d'être subventionnés concernent les sanitaires (douche, WC...), la suppression de seuils, l'élargissement de portes, l'installation de chauffage central dans un logement déjà occupé (remplacement d'un moyen de chauffage inadapté), la pose de volets électriques, etc.

Les travaux de valorisation du patrimoine, de même que les aides techniques (fauteuils roulants, déambulateurs, matériels et équipements spécifiques, etc.) sont exclus de ce dispositif. Ils peuvent être subventionnés dans le cadre d'autres interventions départementales.

La pertinence des aménagements prévus est appréciée à partir d'un diagnostic préalable et d'un contrôle de conformité après réalisation de l'opération. Ces vérifications sont assurées dans le cadre de la mise en œuvre du suivi-animation du programme d'intérêt général Adapt'Logis 67 et par des équipes spécialisées, sous la coordination de l'unité de fonds de compensation du handicap de la Maison Départementale des Personnes Handicapées.

- Les ressources du demandeur ne doivent pas dépasser 105 % du plafond des ressources des prêts locatifs social (PLS). Dans tous les cas, les ressources prises en compte sont celles de l'ensemble des occupants du logement concernant l'avant-dernière année précédant celle de la date de dépôt du dossier.

La subvention du Département s'élève au maximum à 3 600 €, soit 30% du coût des travaux, plafonné à 12 000 € pour les ménages dont le montant des ressources se situe en dessous des plafonds des propriétaires occupants très sociaux de l'agence nationale de l'amélioration de l'habitat (ANAH).

Elle s'élève au maximum à 1 350 € pour les ménages qui se situent au-dessus de ces plafonds et en dessous de 105% des plafonds de ressources du prêt locatif social (PLS).

Au titre de ce dispositif, il est proposé à la Commission Permanente de décider d'attribuer une subvention départementale pour 23 dossiers d'adaptation du logement pour les personnes âgées et/ou handicapées, correspondant à un engagement du Département à hauteur de 41 683.50 €. Les bénéficiaires proposés figurent dans les tableaux annexés.

Le montant des crédits de paiement susceptibles d'être mobilisés en 2016 s'élève à 8 336.70 €.

Identifiant de l'AP	Libellé de l'AP	Montant de l'AP	Montant disponible sur l'AP (non engagé)	Montant proposé
REHAPARPRI 2015-2-D	R 2016 Amélioration de l'habitat parc privé	6 900 000 €	1 587 363.50 €	41 683.50 €

La présente action se fonde sur l'article L.3232-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Elle repose également sur l'article 1er de la loi 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ainsi que sur les articles L.3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et L.312-2-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission Permanente du Conseil Départemental, statuant par délégation et sur proposition de son président, décide d'attribuer des subventions d'un montant total de 41 683.50 € aux bénéficiaires figurant dans les tableaux annexés à la présente délibération, dans le cadre du dispositif départemental d'aide à l'adaptation du logement en faveur des personnes handicapées et/ou âgées.

Strasbourg, le 22/09/16

Le Président,



Frédéric BIERRY